



**AMICALE DES PIEDS-NOIRS
SECTIONS "MOSELLE ET MARLY"**

Section MOSELLE : Volume 167 - Folio n°48
Siège Social : 5 rue du 16^{ème} Chasseurs à Pied - 57070 METZ

Section MARLY : Volume 167 - Folio n°48
Siège Social : 44 rue des Pervenches - 57155 MARLY

**MÉMORIAL DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'AFN ET D'OUTRE-MER
CIMETIÈRE DE L'EST À METZ (MOSELLE)**

CÉRÉMONIE DE DEUIL ET DE RECUEILLEMENT DU 20 MARS 2016 À 10H00

Allocution de Madame Danielle Pister-Lopez, Présidente de l'Amicale, Vice-présidente du Cercle algérieniste-Champagne-Grand Est, Maître de Conférences *Cum merito* (Université de Lorraine-Metz).

Mesdames et Messieurs les Autorités Civiles et Militaires,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations Patriotiques et du Souvenir Français,
Mesdames et Messieurs les Porte-drapeaux,
Mesdames, Messieurs, en vos rangs, grades, et qualités
Chers amis, Chers Compatriotes,

La Présidente, les membres et les sympathisants de l'Amicale des Pieds-Noirs et l'Association des Harkis de Moselle, vous souhaitent la bienvenue et vous remercient de bien vouloir vous associer à cette cérémonie qui se tient chaque année devant ce monument érigé à la mémoire des victimes civiles et militaires tombées sur les territoires et départements d'Outre-Mer et, plus particulièrement, à celles tuées ou disparues en Algérie, après les pseudos accords d'Evian.

Dans l'espoir de les faire oublier, de part et d'autre de la Méditerranée, les autorités politiques refusent de rouvrir les charniers qui renferment des secrets d'Etat. Or, pas plus que la tache de sang sur les mains de Lady Macbeth, ces crimes ne peuvent s'effacer, même et surtout après l'officialisation, en France, de la date du 19 mars comme « journée nationale du souvenir à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc ». Cette dénomination officielle, mêlant implicitement combattants du FLN et soldats français - pour preuve, le maire d'une commune française a fait figurer, cette année, sur son carton d'invitation les drapeaux français et algérien -, ressemble à du négationnisme à la Faurisson. En effet, les prétendus accords d'Evian ne furent suivis d'aucun effet sur les attaques terroristes du FLN dont les ressortissants européens, et les musulmans restés fidèles à la France, étaient victimes depuis le 1^{er} novembre 1954. Le Président de la République actuel, l'a reconnu dans son discours du 19 mars 2016, et c'est pourquoi les associations de Rapatriés et de Harkis se sont toujours opposés à la reconnaissance de cette date comme celle de la fin des combats en Algérie.

Loin de tenir ses promesses de protection envers ses ressortissants qui devaient choisir librement de partir ou de rester sur la terre où 5 à 6 générations de leurs ancêtres avaient vécu depuis 132 ans, la France retourna ses forces armées contre ses propres ressortissants. Ces derniers, descendants de métropolitains ou d'immigrés « économiques » venus de tout le pourtour de la Méditerranée et au-delà, contribuèrent au développement d'une terre qu'ils avaient, par un travail acharné, arraché à un sous-développement notoire pour en faire un pays muni de toutes les infrastructures modernes. L'écrivain algérien Boualem Sansal, déplorant l'état actuel de l'Algérie a écrit : « Ces Pieds-Noirs ont plus aimé l'Algérie que nous ! » L'abandon par la France des départements français d'Algérie, et de tous ses habitants, provoqua un chaos total : l'armée française laissa le champ libre aux forces révolutionnaires algériennes, avec pour résultat, entre le 19 mars 1962 et la date officielle de l'indépendance célébrée le 5 juillet 1962, plus de victimes civiles et militaires du côté français qu'il n'y en eut pendant les 7 ans et 8 mois que dura le conflit algérien, soit 3000 victimes, morts ou disparus. Sans compter celles que l'on peut encore déplorer jusqu'à la fin de 1964, date limite pour l'obtention de la carte d'ancien combattant français de la guerre d'Algérie.

Le 19 mars 1962 inaugure la période la plus douloureuse de l'histoire des Pieds-Noirs et des Harkis : celle de leur exil forcé et précipité, dans les pires conditions morales et matérielles, sans que cela éveille la moindre

compassion chez les autorités françaises ni dans l'opinion publique montée contre ces malheureux par la presse et certains politiques trop heureux de se décharger ainsi de leur propre responsabilité morale et politique.

Comment, en ce jour du 26 mars 2017, oublier le 26 mars 1962 quand à Alger, une foule pacifique sans armes, hommes, femmes et enfants mêlés, avançait dans la rue d'Isly, brandissant des drapeaux tricolores pour exprimer leur refus de leur abandon par la France. Pas un instant, ils n'imaginèrent que le groupe de soldats français qui leur barrait le chemin, des tirailleurs venant du bled, non préparés au maintien de l'ordre en ville, ouvrirait le feu sur eux. Aucun d'entre nous, qu'il fut présent sur place ou qu'il découvrit la nouvelle à la radio, n'a oublié le bruit assourdissant des balles pendant d'interminables minutes, alors que les cris des victimes s'éteignaient peu à peu, ni cette supplique, lancinante et vaine, d'un soldat : « Mon Lieutenant, je vous en supplie, criez « Halte-au-feu ! »

Pourquoi 55 ans après, aucune enquête n'a-t-elle établi ni les faits ni les responsabilités ni le nombre officiel des victimes, estimé à 80 morts et 200 blessés ? Sans qu'aucune autopsie n'ait eu lieu, les familles durent enterrer leurs proches au petit jour, sous bonne garde, comme des criminels.

Pourquoi 55 ans après, ignore-t-on toujours ce que sont devenus les civils et les soldats enlevés par l'A.L.N., sauf quand on les a retrouvés égorgés, émasculés, ou vidés de leur sang dans une ferme isolée ou sur la route qui les menait à leur travail ?

Pourquoi 55 ans après, ne sait-on toujours pas qui a donné l'ordre d'abandonner les harkis sur place, ou pire, quand des officiers ou sous-officiers courageux les avaient embarqués avec eux, de les débarquer par force des bateaux ? Certains furent assassinés sur les quais par les nouveaux maîtres. On ne dispose d'aucun chiffre officiel : entre 80 000 et 150 000 harkis massacrés avec leurs familles.

Pourquoi 55 ans après, cache-t-on la raison, et sur l'ordre de qui, l'armée française présente sur place, mais consignée dans ses casernes, laissa massacrer la population européenne d'Oran, qu'elle était censée protéger, le 5 juillet 1962 ? Pendant 6h des hordes déchainées enlevèrent et tuèrent environ 750 hommes, femmes, enfants dont on ne retrouvera pas les corps car on ne les rechercha pas. Ceux qu'on baptisa par mépris « Pieds-Noirs », n'eurent que le choix d'une fuite éperdue.

L'arrivée en métropole leur révéla une méconnaissance, à leur égard, qu'ils ne soupçonnaient pas. Ils n'eurent droit à aucune attention de la part des autorités. Seules l'approche d'élections virent fleurir des promesses vite oubliées. Mais des mots d'explication, des marques de compassion de la part des responsables, **jamais**. Il est vrai que les Pieds-Noirs n'ont ni brûlé de voitures ni saccagé des quartiers pour retenir leur attention.

Tant pis pour nous, si nous avons cru aux paroles publiques du général De Gaulle : « Moi vivant, jamais le drapeau FLN ne flottera sur Alger » ; sur le forum d'Alger, le 4 juin 1958 : « Je déclare, qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : des Français à part entière. »

En 1987, à Nice, pour le 25^e anniversaire de leur exode, se tinrent des rassemblements de Pieds-Noirs auxquels se joignirent des politiques. Il est vrai que des élections présidentielles avaient lieu l'année suivante. Les Pieds-Noirs n'étaient plus qu'une variable d'ajustement de la politique intérieure française, avant de devenir un obstacle à une politique méditerranéenne française décomplexée. Le voyage à Alger s'imposa alors à tout candidat français, de droite comme de gauche. Plus d'espoir de voir s'ouvrir les dossiers qui fâchent. Pire, le point de vue algérien sur les 132 années de notre histoire commune s'est mué en doxa. Les odieux attentats terroristes font place à la glorieuse Guerre de libération et la France est assignée au rôle de tortionnaire.

Un palier indécent vient d'être franchi par un candidat à la prochaine élection présidentielle. Pour la première fois, il a osé déclarer à une télévision algérienne, que la France a commis un « crime contre l'humanité » en Algérie. Ce faisant, il commettait, **lui**, un crime contre l'esprit :

- 1/ sur un plan juridique, en mettant la France au niveau de l'Allemagne nazie, alors que la France n'a jamais eu d'action génocidaire ou esclavagiste ;
- 2/ sur un plan historique, en ignorant volontairement tout ce que la France a apporté à l'Algérie, pays qui n'existait ni géographiquement ni administrativement. C'est elle qui a inventé le nom de ce pays, tracé ses frontières et rattaché les territoires sahariens à une bande côtière où vivaient des tribus rivales, sous une domination ottomane qui se contentait de prélever l'impôt ;
- 3/ sur un plan politique, ce candidat, tel un Bourgeois de Calais en chemise et la corde au cou, s'est soumis au chantage que depuis 55 ans l'Algérie ne cesse d'exercer sur la France, pour faire oublier à

ses propres nationaux l'incurie clanique de ses dirigeants. Ajoutons que ces propos indécents ne peuvent que nourrir le ressentiment contre la France dans nos banlieues, et ce dans le climat actuel de menace terroriste.

C'est odieux et irresponsable. On se demande également ce qui autorise ce même candidat à affirmer que la culture française n'existe pas. Il explique, pour calmer l'indignation suscitée, que la France a beaucoup reçu d'autres pays. Propos de cuistre : si Rome doit à la Grèce, la France à la Renaissance italienne, l'Anglais à la langue française, l'Europe à l'idée française de liberté, chacun des pays qui composent cette dernière se réclame d'une culture qui lui est propre. S'il s'agit de promouvoir le multiculturalisme, on tremble en songeant à l'exemple tragique du Liban, considérée, il y a 55 ans, comme « la petite Suisse du Moyen Orient ».

Finalement, et ce serait une revanche sur leur destin, les Pieds-Noirs et les Harkis, seront peut-être les derniers à défendre les idéaux que la France a portés au-delà de ses frontières et que trop de ses dirigeants - parfois prestigieux ! -, ont trahis ou bradés.

Alors seulement, Pieds-Noirs et Harkis, pourrons dire, sans arrière-pensée, vive la France !

Mesdames et Messieurs, nous vous remercions pour votre présence et pour votre écoute.

Après la cérémonie, nous vous convions tous à partager le verre de l'Amitié à la Maison du Rapatrié, 18, Place de l'Hôtel de Ville à Woippy.

Metz, le 26 mars 2017

**Danielle PISTER-LOPEZ,
Présidente de l'Amicale des Pieds-Noirs de Moselle**

**Emile JUAN, Daniel BOLUFER
Présidents d'honneur**